

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2013

Objet n° 5 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, MM. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mmes Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur le placement de tables, chaises, bancs et dispositifs complémentaires sur la voie publique - Exercices 2014 à 2018 - Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le règlement-taxe sur le placement de tables, chaises, bancs et dispositifs complémentaires sur la voie publique pour un terme de 3 ans, expirant le 31 décembre 2013;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 décembre 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2014 à 2018 une taxe annuelle sur le placement de tables, chaises, bancs et dispositifs complémentaires sur la voie publique dite « taxe sur les terrasses ».

Article 2

Le placement de tables, chaises, bancs et autres dispositifs complémentaires sur la voie publique est et demeure interdit. Cependant, il peut être fait exception à la règle qui précède sur les places publiques et dans les rues où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets visés à l'article premier. Le Bourgmestre peut, sous les conditions qu'il détermine, accorder l'autorisation requise à cet effet, sur demande écrite.

Les autorisations de placement restent valables jusqu'à révocation. Cependant, elles sont délivrées sans que les intéressés puissent en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale à qui profite l'autorisation ou par le détenteur des objets taxables.

Article 4

La taxe est due annuellement, à compter du 1^{er} janvier. Elle est due dans son entièreté et n'est pas

divisible quelle que soit la date du placement des objets taxables sur la voie publique.

Article 5

Les taux annuels sont fixés au 1^{er} janvier 2014 comme suit :

- Terrasse sans plancher: 11,50 € par mètre carré de surface occupée (Taux 1);
- Terrasse avec plancher ou autre dispositif: 45,50 € par mètre carré de surface occupée (Taux 2). Le taux de la taxe est toutefois ramené à 17,00 € par mètre carré pour les terrasses démontées en hiver. (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12) (Taux 3);
- Terrasse fermée: 57,00 € par mètre carré de surface occupée (Taux 4). Est à considérer comme telle, toute surface occupée, séparée de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc

En tout état de cause, un montant minimum de 28,50 € est réclamé (Taux 5).

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5% arrondis au demie euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
<u>Taux 1</u>	12,00 €	12,50 €	13,00 €	13,50 €
<u>Taux 2</u>	46,50 €	47,50 €	48,50 €	49,50 €
<u>Taux 3</u>	17,50 €	18,00 €	18,50 €	19,00 €
<u>Taux 4</u>	58,50 €	60,00 €	61,50 €	63,00 €
<u>Taux 5</u>	29,00 €	29,50 €	30,00 €	30,50 €

Article 6

Pour le calcul de la taxe, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère qui circonscrit le groupe d'objets taxables qui occupent le domaine public.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

Article 7

Il ne sera pas perçu de taxe pour le placement de tables, chaises, bancs et dispositifs complémentaires sur la voie publique à l'occasion de braderies, foires, kermesses qui figurent au programme des fêtes communales arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, cette exonération ne sera accordée qu'aux commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant l'immeuble où ils exercent habituellement leur activité.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable.

Article 8

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de

l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2013

Voorwerp nr 5 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Gemeenteraadsleden; H. Frederic Nimal, Schepen wvd.; Mevr. Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mevr. Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op het plaatsen van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg - Dienstjaren 2014 tot 2018 - Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 december 2010 stemmend het belastingreglement op het plaatsen van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg voor een termijn van 3 jaar, vervallend op 31 december 2013;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2014 tot 2018 een jaarlijkse belasting gevestigd op het plaatsen van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg, anders gezegd "belasting op de terrassen".

Artikel 2

Het plaatsen van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg is en blijft verboden. Echter, een uitzondering op de voorgaande regel kan worden toegestaan, op de openbare plaatsen en in de straten waar het verkeer niet zal worden belemmerd door de beoogde objecten uit artikel één. De burgemeester mag, onder de voorwaarden die hij zelf bepaalt, de vereiste toelating hierover toestaan, dit op schriftelijke aanvraag.

De toelatingen tot het plaatsen blijven geldig tot herroeping. Echter, worden de toelatingen verleend zonder dat de belanghebbende daaruit zouden mogen afleiden dat zij om het even welk onherroepelijk vergunningsrecht genieten, noch erfdienstbaarheid op de openbare weg, maar integendeel, op last van het toegestane gebruik te beperken of af te schaffen op het eerste verzoek van de overheid en zonder uit dien hoofde, op enige vergoeding aanspraak te kunnen maken.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon welk gebruik maakt van de toelating of door de houder van de belastbare objecten.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd, te rekenen vanaf 1 januari. Zij is verschuldigd voor het hele jaar en is niet deelbaar wat ook de plaatsingsdatum is van de belastbare objecten op de openbare weg.

Artikel 5

De jaarlijkse aanslagvoeten worden op 1 januari 2014 als volgt vastgesteld:

- Terras zonder plankenvloer: 11,50 € per vierkante meter bezette oppervlakte (Voet 1);
- Terras met plankenvloer of andere opstelling: 45,50 € per vierkante meter bezette oppervlakte (Voet 2). Deze aanslagvoet wordt echter tot 17,00 € per vierkante meter teruggeschoefd, bij terrassen welke tijdens de winter zijn gedemonteerd. (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12) (Voet 3);
- Gesloten terras: 57,00 € per vierkante meter bezette oppervlakte (Voet 4). Zijn als volgt te beschouwen, de totale bezette oppervlakte, op gelijk welke manier van de openbare weg afgezonderd en die een gesloten ruimte uitmaken, beschut tegen weer en wind door middel van vaste of beweegbare opstellingen zoals panelen, glazen wanden, rolgordijnen, enz.

In elk geval, zal de belasting minstens 28,50 € bedragen (Voet 5).

Deze aanslagvoeten zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde halve euro, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
<u>Voet 1</u>	12,00 €	12,50 €	13,00 €	13,50 €
<u>Voet 2</u>	46,50 €	47,50 €	48,50 €	49,50 €
<u>Voet 3</u>	17,50 €	18,00 €	18,50 €	19,00 €
<u>Voet 4</u>	58,50 €	60,00 €	61,50 €	63,00 €
<u>Voet 5</u>	29,00 €	29,50 €	30,00 €	30,50 €

Artikel 6

Voor de berekening van de belasting, is de in beschouwing te nemen oppervlakte, de vierhoek die de groep van belastbare objecten welke het openbaar domein, afbakent.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

Artikel 7

Er zal geen belasting worden geïnd bij de plaatsing van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg ter gelegenheid van braderieën, foren, kermissen die op het programma voorkomen van de gemeentefeesten vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, die vrijstelling zal slechts toegekend worden aan de handelaars die gebruik maken van het gedeelte van de openbare weg dat voor het gebouw ligt, waar zij gewoonlijk hun bedrijf uitoefenen.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting van het lopende jaar is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 8

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier geworden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vernoemd. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen

heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 14

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2014 voor een termijn verstrijkend op 31 december 2018.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter